

2021

Synopsis

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

FAIM ET SYSTÈMES ALIMENTAIRES DANS LES SITUATIONS DE CONFLIT

Octobre 2021



 **ACTED**



welt
hunger
hilfe

CONCERN
worldwide

Une situation dramatique dans un contexte de crises multiples

L'Indice de la faim dans le monde 2021 (GHI) révèle une situation alarmante en matière de faim, avec les effets calamiteux combinés de la crise climatique, de la pandémie de COVID-19 et de conflits de plus en plus violents et prolongés. Les progrès vers l'objectif Faim Zéro d'ici 2030, déjà bien trop lents, semblent stagner voire s'inverser.

La lutte contre la faim, dangereusement éloignée des objectifs

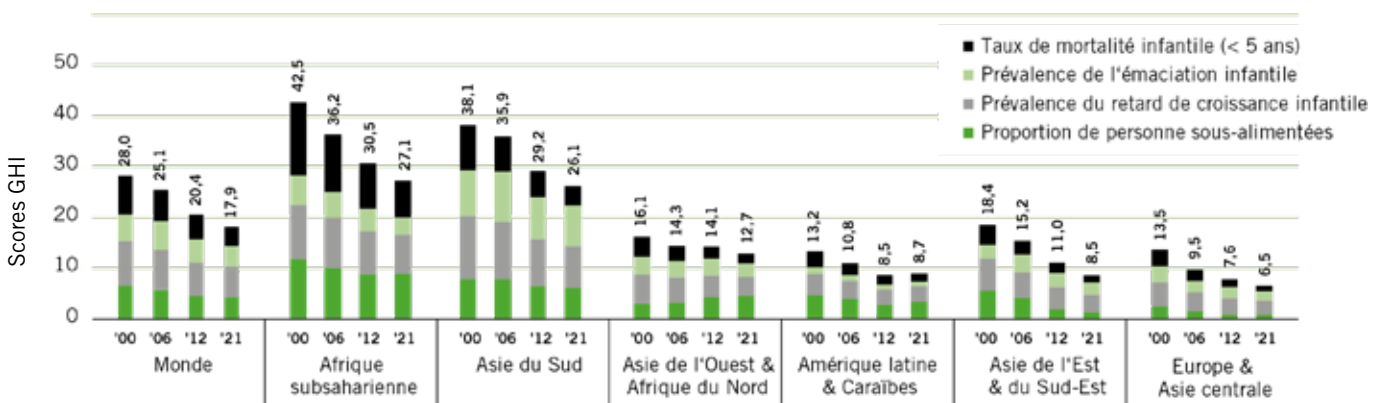
Sur la base des projections GHI actuelles, le monde en général, et 47 pays en particulier, ne parviendront pas à atteindre un niveau de faim *faible* d'ici à 2030. Les conflits, le changement climatique et la pandémie de COVID-19, trois des vecteurs les plus puissants et les plus nocifs de la faim, menacent de réduire à néant les progrès accomplis ces dernières années dans la lutte contre la faim. Les conflits violents, qui sont profondément liés à la faim, ne montrent aucun signe d'apaisement. Les conséquences négatives du changement climatique sont de plus en plus évidentes et coûteuses, mais le monde n'a mis au point aucun mécanisme efficace pour l'atténuer, et encore moins pour l'inverser. La pandémie de COVID-19 qui s'est déclarée dans différentes régions du monde en 2020 et 2021 a montré à quel point nous sommes vulnérables face à une contagion mondiale et aux préjudices sanitaires, sociaux et économiques qui en découlent. En raison de ces facteurs (en plus d'une myriade d'autres facteurs sous-jacents comme la pauvreté, les inégalités, des systèmes alimentaires non durables, le manque d'investissements

dans l'agriculture et le développement rural, des filets de sécurité inadaptés et une mauvaise gouvernance) les progrès dans la lutte contre la faim montrent des signes de stagnation, voire d'inversion.

Les progrès globaux ralentissent, et la faim reste obstinément élevée dans certaines régions

Les faits montrent le recul de la lutte contre la faim, et laissent présager des difficultés à venir. Bien que les scores GHI montrent que la faim dans le monde a reculé depuis 2000, les progrès ralentissent. Alors que le score GHI mondial a baissé de 4,7 points, passant de 25,1 à 20,4 entre 2006 et 2012, il n'a baissé que de 2,5 points depuis 2012 (Figure 1). Après des décennies de déclin, la prévalence mondiale de la sous-alimentation (l'un des quatre indicateurs utilisés pour calculer les scores GHI) est en hausse. Cette évolution peut être le signe avant-coureur d'inversions dans d'autres indicateurs de la faim. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, la faim est considérée comme *grave*. De toutes les régions du monde, l'Afrique subsaharienne est celle qui présente les taux les plus élevés de sous-alimentation, de retard de croissance et de mortalité infantile.

FIGURE 1 SCORES MONDIAUX ET RÉGIONAUX DE L'INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE 2000, 2006, 2012 ET 2021, ET LEURS COMPOSANTES



Source : Auteurs.

Note : Voir l'Annexe C du rapport GHI complet pour les sources des données. Les scores GHI régionaux et mondiaux sont calculés à l'aide d'agrégats régionaux et mondiaux pour chaque indicateur et de la formule décrite à l'Annexe B. Les agrégats régionaux et mondiaux pour chaque indicateur sont calculés en tant que moyennes pondérées par la population, en utilisant les valeurs des indicateurs rapportées dans l'Annexe D. Pour les pays ne disposant pas de données sur la sous-alimentation, des estimations provisoires fournies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont été utilisées dans le calcul des agrégats uniquement, mais ne sont pas rapportées dans l'Annexe D. L'Annexe F indique quels pays sont inclus dans chaque région.

tile. Le niveau élevé de la faim en Asie du Sud est dû en grande partie à la sous-alimentation des enfants, notamment mesurée à l'émaciation. Dans les régions d'Europe et d'Asie centrale, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Asie de l'Est et du Sud-Est, et d'Asie de l'Ouest et d'Afrique du Nord, les niveaux de la faim sont *faibles* ou *modérés*.

La faim reste *grave, alarmante* ou *extrêmement alarmante* dans près de 50 pays

D'après le GHI 2021, un pays, la Somalie, souffre d'un niveau de faim *extrêmement alarmant*. La faim atteint un niveau *alarmant* dans cinq pays (République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo, Madagascar et Yémen) et est provisoirement classée comme *alarmante* dans quatre autres pays (Burundi, Comores, Soudan du Sud et Syrie). Elle atteint un niveau *grave* dans 31 pays et est provisoirement classée comme *grave* dans six autres pays. Depuis 2012, la faim a augmenté dans dix pays présentant des niveaux de faim *modéré, grave* ou *alarmant*, reflétant dans certains cas une stagnation des progrès et signalant dans d'autres l'intensification d'une

situation déjà précaire. Quatorze pays ont réalisé des avancées significatives contre la faim, avec une réduction de 25% ou plus de leur score GHI entre 2012 et 2021.

Une inégalité généralisée de l'état nutritionnel dans les pays

Il existe d'importantes variations en matière de retard de croissance, d'émaciation et de mortalité infantile, même à l'intérieur d'un seul pays, qui peuvent éclipser les moyennes nationales. La réalité est que les enfants souffrent de régimes alimentaires inadéquats et d'une santé sous-optimale partout dans le monde. Bien que la prévalence de la sous-alimentation ne soit pas régulièrement calculée au niveau infranational, les premiers efforts en ce sens révèlent des variations importantes au sein des pays. Cette inégalité persistante au sein des pays a été exacerbée par les restrictions de mouvement et les perturbations de services associées à la pandémie de COVID-19. L'impact disproportionné de la pandémie sur les personnes pauvres et vulnérables creuse le fossé entre les riches et les pauvres.

ENCADRÉ 1 À PROPOS DE L'INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

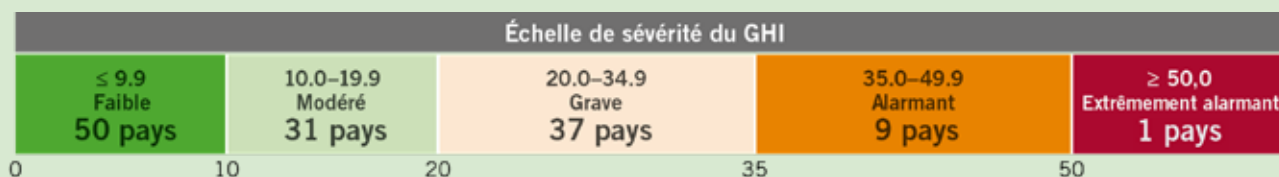
L'indice de la faim dans le monde (GHI) est un outil permettant de mesurer et de suivre de manière exhaustive la faim au niveau mondial, régional et national au cours des dernières années et décennies. Les scores de l'Indice de la faim dans le monde sont basés sur une formule tenant compte de trois dimensions de la faim que sont l'apport calorique insuffisant (sous-alimentation), la sous-nutrition et la mortalité infantile, à l'aide de quatre indicateurs :

- **SOUS-ALIMENTATION** : la part de la population qui est sous-alimentée, reflétant un apport calorique insuffisant
- **ÉMACIATION** : la proportion d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'émaciation (faible poids par rapport à la taille), reflétant une sous-nutrition aiguë
- **RETARD DE CROISSANCE** : la proportion d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance (taille inférieure à la moyenne d'âge), reflétant une sous-nutrition chronique
- **MORTALITÉ INFANTILE** : le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans

En 2021, les données ont été évaluées pour les 135 pays qui répondaient aux critères d'inclusion dans le GHI, et les scores GHI calculés pour 116 de ces pays sur la base des données de 2016 à 2020 provenant de sources publiées par les Nations unies (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation mondiale de la santé, UNICEF et Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité infantile), de la Banque mondiale et d'enquêtes démographiques et sanitaires. Sur les 135 pays évalués, 19 ne disposaient pas de données suffisantes pour calculer un score GHI 2021, mais douze de ces pays ont pu être catégorisés provisoirement sur la base d'autres données. Les sept pays restants disposaient de données insuffisantes pour calculer le score GHI ou attribuer une catégorie provisoire.

Le GHI catégorise et classe les pays sur une échelle de 100 points : les valeurs inférieures à 10,0 reflètent un niveau de faim *faible* ; de 10,0 à 19,9 un niveau *modéré* ; de 20,0 à 34,9 un niveau *grave* ; de 35,0 à 49,9 un niveau *alarmant* ; et de 50,0 ou plus un niveau *extrêmement alarmant* (Figure 2).

FIGURE 2 NOMBRE DE PAYS PAR DEGRÉ DE FAIM



Source : Auteurs.

Note : Sur les 128 pays comptabilisés, douze se sont vu attribuer des scores GHI sur une base provisoire : un *faible*, un *modéré*, six *grave*, et quatre *alarmant*.

SCORES GHI 2021 PAR SÉVÉRITÉ



Extremement alarmant $\geq 50,0$

Alarmant 35,0–49,9

Grave 20,0–34,9

Modéré 10,0–19,9

Faible $\leq 9,9$

Non inclus ou non désignés (voir l'Annexe A et l'Encadré 1.3 du rapport GHI complet pour plus de détails)

* Désignation provisoire du niveau de gravité (voir l'Encadré 1.3 du rapport GHI complet pour plus de détails)



Source : Auteurs.

Note : Pour le GHI 2021, les données sur la proportion de personnes sous-alimentées sont celles de la période 2018-2020 ; les données sur le retard de croissance et l'émaciation chez l'enfant sont celles de la dernière année de la période 2016-2020 pour laquelle des données sont disponibles ; les données sur la mortalité infantile sont pour 2019. Les scores GHI n'ont pas été calculés pour les pays dont les données sont insuffisantes et pour certains pays à revenu élevé, pays à faible population et territoires non indépendants ; voir l'Annexe A pour plus de détails. Les frontières et les noms indiqués ainsi que les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas une approbation ou une acceptation officielle par Welthungerhilfe (WHH) ou Concern Worldwide. Citation recommandée : K. von Grebmer, J. Bernstein, C. Delgado, D. Smith, M. Wiemers, T. Schiffer, A. Hanano, O. Towey, R. Ni Chéilleachair, C. Foley, S. Gitter, K. Ekstrom, et H. Fritschel. 2021. "Figure 1.6 : Scores GHI 2021 par sévérité". Carte issue de *Indice de la faim dans le monde 2021 : Faim et systèmes alimentaires dans les situations de conflit*. Bonn : Welthungerhilfe ; Dublin : Concern Worldwide.

TABLEAU 1 CLASSEMENT PAR SCORE GHI 2021

Rang ¹	Pays	2000	2006	2012	2021	Rang ¹	Pays	2000	2006	2012	2021
Scores GHI 2021 inférieurs à 5, classés collectivement de 1 à 18 ² .	Biélorussie	<5	<5	<5	<5	67	Gabon	21,0	20,2	18,6	16,6
	Bosnie-Herzégovine	9,3	6,7	<5	<5	68	Philippines	25,0	20,4	20,5	16,8
	Brésil	11,5	7,4	5,5	<5	69	Cambodge	41,1	27,1	24,2	17,0
	Chili	<5	<5	<5	<5	69	Eswatini	24,5	23,2	21,8	17,0
	Chine	13,3	9,0	<5	<5	71	Myanmar	39,8	31,6	22,9	17,5
	Croatie	<5	<5	<5	<5	72	Gambie	29,0	27,5	22,1	17,6
	Cuba	<5	<5	<5	<5	73	Indonésie	26,1	29,5	23,0	18,0
	Estonie	<5	<5	<5	<5	74	Cameroun	35,7	30,9	23,1	18,6
	Koweït	<5	<5	<5	<5	75	Îles Salomon	20,0	18,2	20,2	18,8
	Lettonie	5,5	<5	<5	<5	76	Bangladesh	34,0	28,9	28,6	19,1
	Lithuanie	<5	<5	<5	<5	76	Népal	37,4	30,9	23,1	19,1
	Monténégro	—	6,5	<5	<5	78	RPD Lao	44,1	31,9	25,7	19,5
	Macédoine du Nord	7,5	7,7	<5	<5	79	Guatemala	28,4	24,6	22,0	19,6
	Roumanie	7,9	5,9	5,0	<5	*	Tadjikistan*	—	—	—	10-19,9*
	Serbie	—	6,1	5,3	<5	80	Namibie	25,3	25,8	26,6	20,2
	Slovaquie	6,0	5,3	<5	<5	81	Malawi	43,1	33,5	26,2	21,3
	Turquie	10,2	6,5	5,0	<5	82	Bénin	34,0	27,7	24,0	22,2
	Uruguay	7,4	6,7	5,0	<5	82	Venezuela (Rép. bolivarienne du)	14,6	11,2	7,4	22,2
19	Argentine	6,4	5,6	5,2	5,3	84	Côte d'Ivoire	33,3	37,1	30,0	22,3
19	Costa Rica	7,0	5,5	<5	5,3	85	Mauritanie	31,9	28,9	23,6	22,6
21	Ouzbékistan	24,3	16,6	9,5	5,9	86	Irak	23,9	23,9	27,5	22,8
22	Tunisie	10,3	7,8	7,0	6,0	87	Kenya	36,7	31,2	25,4	23,0
23	Bulgarie	8,6	8,1	7,8	6,1	88	Botswana	26,7	26,2	24,3	23,2
23	Mongolie	30,2	23,4	12,8	6,1	89	Togo	39,1	36,5	25,3	23,7
25	Albanie	20,7	15,9	8,8	6,2	90	Éthiopie	53,5	43,4	33,5	24,1
25	Fédération de Russie	10,1	7,1	6,4	6,2	91	Burkina Faso	44,9	35,8	29,7	24,5
27	Géorgie	12,3	8,8	<5	6,3	92	Mali	41,7	36,8	24,8	24,7
28	Kazakhstan	11,2	12,3	8,1	6,4	92	Pakistan	36,7	33,1	32,1	24,7
29	Arabie saoudite	11,0	12,1	8,2	6,8	92	Tanzanie (République-Unie de)	40,6	33,6	29,1	24,7
29	Ukraine	13,0	7,1	6,9	6,8	95	Soudan	—	—	29,8	25,1
31	Algérie	14,5	11,7	8,9	6,9	96	RPD Corée	39,5	33,1	29,1	25,2
32	Arménie	19,3	13,3	10,4	7,2	97	Angola	65,0	46,9	27,8	26,0
33	Azerbaïdjan	25,0	15,9	10,6	7,5	98	Rwanda	49,3	38,3	31,0	26,4
33	Paraguay	11,7	11,6	9,5	7,5	99	Djibouti	44,3	36,9	35,4	27,4
35	Iran (République islamique d')	13,5	8,9	8,1	7,7	99	Lesotho	32,5	29,6	24,6	27,4
36	République dominicaine	15,1	13,2	10,2	8,0	101	Inde	38,8	37,4	28,8	27,5
36	Pérou	20,6	16,4	9,2	8,0	102	Papouasie-Nouvelle-Guinée	33,6	30,3	33,7	27,8
38	Jordanie	10,8	8,1	8,5	8,3	103	Afghanistan	50,9	42,7	34,3	28,3
39	Mexique	10,2	8,6	7,8	8,5	103	Nigeria	39,5	32,5	30,4	28,3
40	Fidji	9,6	9,0	8,1	8,6	105	Congo (République du)	34,9	34,6	28,5	30,3
40	Jamaïque	8,6	9,0	9,1	8,6	106	Mozambique	48,0	38,2	31,5	31,3
40	Kirghizistan	18,3	13,9	11,7	8,6	106	Sierra Leone	57,7	52,7	34,7	31,3
43	Maroc	15,5	17,5	9,6	8,8	108	Timor oriental	—	46,1	36,2	32,4
44	Colombie	10,9	11,4	9,3	8,9	109	Haïti	42,0	43,6	35,2	32,8
44	Salvador	14,7	12,0	10,4	8,9	110	Liberia	48,1	40,0	35,0	33,3
44	Panama	18,7	15,0	10,1	8,9	*	Guinée, Guinée-Bissau, Niger, Ouganda, Zambie et Zimbabwe*	—	—	—	20-34,9*
44	Trinité-et-Tobago	11,0	11,3	10,8	8,9	111	Madagascar	42,8	41,6	34,3	36,3
48	Liban	11,6	13,2	12,3	9,7	112	Rép. dém. du Congo	50,6	45,3	42,3	39,0
48	Turkménistan	20,1	14,8	11,9	9,7	113	Tchad	50,8	51,2	45,7	39,6
*	Moldavie (République de)*	—	—	—	0-9,9*	114	République centrafricaine	48,9	48,0	40,5	43,0
50	Suriname	15,1	11,4	10,4	10,4	115	Yémen	41,0	38,8	38,4	45,1
51	Guyane	17,1	15,6	12,1	10,7	*	Burundi, Comores, Soudan du Sud et Rép. arabe syrienne*	—	—	—	35-49,9*
52	Cap-Vert	15,4	11,9	12,3	10,8	116	Somalie	58,1	57,9	65,1	50,8
53	Thaïlande	18,5	12,3	12,4	11,7	— = Données non disponibles ou non présentées. Certains pays n'existaient pas avec leurs frontières actuelles au cours de l'année ou de la période de référence.					
54	Maurice	15,2	14,0	13,0	12,2	Remarque : comme toujours, les classements et scores d'indice de ce tableau ne peuvent pas être comparés avec précision à ceux des rapports précédents (voir l'annexe A).					
55	Oman	14,7	13,8	11,6	12,3	Pour le GHI 2021, les données ont été évaluées pour 135 pays. Parmi ceux-ci, il y avait suffisamment de données pour calculer les scores GHI 2021 et classer 116 pays (à titre de comparaison, 107 pays ont été classés dans le rapport GHI 2021).					
56	Égypte	16,3	14,4	15,2	12,5	* Pour 19 pays, le manque de données ne permet pas de calculer les scores individuels et les classements. Quand cela est possible, ils sont provisoirement désignés par le degré de gravité : 1 pays est désigné comme <i>faible</i> , 1 comme <i>modéré</i> , 6 comme <i>grave</i> et 4 comme <i>alarmant</i> . Pour 7 pays, les désignations provisoires n'ont pas pu être établies (voir l'encadré 1.3 dans le rapport complet).					
57	Bolivie (État plurinational de)	27,7	23,3	15,6	12,7	¹ Classé en fonction des scores GHI 2021. Les pays avec des scores 2021 identiques sont classés de la même façon (ex. l'Argentine et le Costa Rica, tous deux classés 19 ^{ème}).					
58	Honduras	21,8	19,6	13,8	12,8	² Les 18 pays dont le score GHI est inférieur à 5 en 2021 ne sont pas classés individuellement, mais collectivement de 1 à 18. Les différences entre leurs scores sont minimes.					
58	Malaisie	15,4	13,7	12,4	12,8	■ = faible ■ = modéré ■ = grave ■ = alarmant ■ = extrêmement alarmant					
60	Afrique du Sud	18,1	17,6	12,7	12,9						
61	Vietnam	26,3	21,8	16,0	13,6						
62	Équateur	19,7	18,9	12,8	14,0						
62	Nicaragua	22,3	17,4	14,9	14,0						
64	Ghana	28,4	22,0	17,9	14,9						
65	Sri Lanka	21,9	20,0	20,6	16,0						
66	Sénégal	34,0	24,1	19,2	16,3						

FAIM ET SYSTÈMES ALIMENTAIRES DANS LES SITUATIONS DE CONFLITS

Par **Caroline Delgado et Dan Smith**

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

Les systèmes alimentaires défaillants et l'augmentation de la faim qui en découle sont parmi les problèmes les plus urgents de notre époque. En 2020, 155 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë, soit 20 millions de personnes en plus par rapport à l'année précédente. Malgré la pandémie dévastatrice de COVID-19, les conflits violents, de plus en plus graves et prolongés, restent le principal moteur de la faim dans le monde en 2020.

Les liens entre la faim et les conflits sont prouvés. Les conflits violents détruisent pratiquement toutes les dimensions des systèmes alimentaires, de la production, la récolte, la transformation et le transport à l'approvisionnement en intrants, le financement, la commercialisation et la consommation, tandis que la hausse de l'insécurité alimentaire peut contribuer aux conflits violents. Sans résoudre l'insécurité alimentaire, il est difficile de construire une paix durable, ce qui minimise la probabilité de mettre fin à la faim dans le monde.

Faire face à l'aggravation du problème des conflits

La paix a plus de chances d'être instaurée et maintenue si elle est liée à la sécurité des moyens de subsistance et alimentaire, et vice versa. Pourtant, les tendances mondiales, régionales et nationales actuelles menacent la réalisation de l'objectif Faim Zéro d'ici 2030, et la sécurité au niveau mondial s'est considérablement détériorée depuis 2010. Les chemins qui mènent d'un conflit à une insécurité alimentaire accrue et inversement sont propres à chaque cas et souvent complexes. Pour briser les liens entre conflits et faim et exploiter pleinement le potentiel des systèmes alimentaires à contribuer à la paix, il faudra un bon niveau de données contextuelles probantes, une connaissance approfondie du contexte et une coopération entre les acteurs de la paix, de l'humanitaire et du développement.

Les recherches du SIPRI montrent que, surtout lorsqu'ils travaillent ensemble, les groupes communautaires, les ONG locales et internationales, les agences des Nations unies et les États peuvent créer les conditions de la sécurité alimentaire et d'une paix durable. D'après les recherches sur l'impact du Programme alimentaire mondial (PAM) sur les perspectives de paix, même dans un environnement mondial défavorable on peut faire des efforts pour créer des systèmes alimentaires résilients qui contribuent à la paix. Même des interventions à petite échelle peuvent contribuer à réduire la vulnérabilité et à renforcer la paix localement. Cela peut apporter des progrès tangibles, si ce n'est la réalisation de l'ambition la plus élevée.

Lutter ensemble contre les conflits et la faim

La complexité des systèmes alimentaires et des contextes de conflit et de consolidation de la paix présente de nombreuses difficultés. Si l'on veut progresser vers l'endigement des conflits et de la faim, il faut intégrer une optique sécurité alimentaire dans la consolidation de la paix, et inversement. Les auteurs proposent quatre priorités :

- 1. ADOPTER UNE APPROCHE FLEXIBLE ET AGILE.** Comprendre le contexte local est essentiel. La compréhension de la paix peut varier considérablement selon les lignes ethniques, sectaires, régionales ou politiques. De nouveaux défis liés à la paix et la sécurité alimentaire surgissent et évoluent continuellement. Ainsi, l'action en consolidation de la paix dans le cadre des interventions de sécurité alimentaire doit être flexible, agile et capable de s'adapter à l'évolution des circonstances et des préoccupations.
- 2. TRAVAILLER EN PARTENARIAT.** Outre la compréhension du contexte local, il est important de savoir ce qui a fonctionné, pas fonctionné ou posé problème dans d'autres contextes. C'est là que les partenariats entrent en jeu. Les gouvernements nationaux et les organisations internationales ne peuvent pas réussir sans partenaires locaux, qui ont eux-mêmes peu de chances de réussir seuls. Pour être efficaces, les partenariats doivent impliquer les partenaires locaux au stade de la conception des stratégies et des projets, ainsi que pendant la mise en œuvre et le suivi.
- 3. DES MÉTHODES DE TRAVAIL INTÉGRATIVES.** Si la paix est une condition préalable à la sécurité alimentaire et inversement, et si la résilience face au changement climatique les renforce, il est logique de travailler sur chacune de ces questions. L'un des moyens d'y parvenir est de créer des pôles d'alimentation et de paix, des centres qui réuniraient des communautés, gouvernements provinciaux et nationaux, et acteurs internationaux qui luttent contre l'insécurité alimentaire, consolident la paix, facilitent l'accès aux ressources, et encouragent et stimulent la coopération.
- 4. BRISER LES SILOS DE FINANCEMENT.** Les cloisonnements dans la réflexion et l'action persistent en grande partie à cause des cloisonnements dans le financement. Les gouvernements, agences d'aide et bailleurs qui prétendent vouloir une approche intégrative doivent essayer de nouveaux modèles de financement plus intégrés, avec un financement dirigé précisément vers les points d'intersection. Ils ont donc besoin d'un mécanisme qui agisse également sur ces points, comme les pôles alimentation et paix.

En faisant preuve de souplesse, d'agilité, de sensibilité aux perceptions locales et de respect des connaissances, en insistant sur les partenariats, et avec des actions intégratives via les pôles alimentation et paix et le financement correspondant, nous pouvons entrevoir une voie à suivre pour renforcer la résilience alimentaire. Pour un changement durable, il faut des mesures concrètes immédiates, structurées selon des priorités claires. Le contexte mondial n'est pas favorable, mais des actions visant à briser le cercle vicieux entre conflits et faim sont possibles.

Note : Les opinions exprimées sont celles des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement les opinions de Welthungerhilfe ou de Concern Worldwide.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Les résultats du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de septembre 2021 doivent être jugés en fonction de leur capacité à engendrer des actions concrètes et transformatrices vers l'objectif Faim Zéro, à respecter, protéger et réaliser le droit humain à l'alimentation, et à ne laisser personne de côté au regard des conflits, du changement climatique et de la pandémie de COVID-19. La résolution des conflits exige des solutions politiques et des changements sociétaux, mais l'intégration de la consolidation de la paix dans la création de systèmes alimentaires résilients et vice versa peut contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la paix durables.

1 RENFORCER LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES POUR FAIRE FACE AUX IMPACTS DES CONFLITS ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE TOUT EN ASSURANT LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

- Les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent promouvoir des interventions en situation de conflit qui fassent le lien entre les besoins de moyens de subsistance immédiats et à long terme et qui intègrent la réconciliation et la consolidation de la paix.
- Dans les zones touchées par les conflits sans accès aux marchés, les gouvernements et bailleurs doivent promouvoir des pratiques agricoles résilientes au climat et diversifiées, et renforcer les marchés locaux pour créer des emplois tout au long de la chaîne de valeur alimentaire, et ainsi permettre aux membres de la communauté de diversifier leur production, augmenter leurs revenus et améliorer leur apport nutritionnel et leur sécurité alimentaire.
- Les mesures de protection sociale (aides en espèces, coupons) sont essentielles au renforcement de la résilience des économies alimentaires rurales et des ménages confrontés aux chocs.

2 FONDER LES ACTIONS SUR UNE COMPRÉHENSION APPROFONDIE DU CONTEXTE ET RENFORCER LES INITIATIVES INCLUSIVES ET LOCALES

- Les acteurs humanitaires, de développement et de consolidation de la paix doivent mener une analyse systémique et continue du contexte. Les programmes et interventions doivent identifier les causes et les acteurs des conflits et tenir compte des relations de pouvoir existantes, en plaçant les personnes au centre.
- Les partenariats doivent réunir des acteurs locaux, nationaux et internationaux. Ils doivent travailler avec les structures locales et s'appuyer sur elles, qui fournissent le soutien le plus efficace et rapide, intègrent les conceptions locales de paix, et accroissent la légitimité, l'appropriation et la pérennité des interventions.
- Tous les acteurs doivent répondre au besoin de transparence, responsabilité et participation inclusive des plus vulnérables,

notamment une participation significative des femmes à toutes les activités, dont les efforts de consolidation de la paix.

3 S'ENGAGER À UNE PLANIFICATION ET UN FINANCEMENT FLEXIBLES, FONDÉS SUR LES BESOINS, INTERSECTORIELS ET PLURIANNUELS

- Les bailleurs, agences des Nations unies, ONG et acteurs locaux doivent établir et maintenir des relations intersectorielles à long terme. Cela nécessite des investissements pluriannuels dans le développement et la consolidation de la paix, adaptables aux contextes mouvants des conflits et crises. Les priorités de financement doivent suivre une approche flexible et agile reflétant les perceptions, aspirations et préoccupations locales.
- Le rôle de tous les acteurs du nexus humanitaire-développement-consolidation de la paix doivent être clairement définis et suffisamment soutenus, et le financement basé sur les besoins et non sur les agendas sécuritaires ou politiques.

4 TRAITER LE CONFLIT AU NIVEAU POLITIQUE, RENFORCER LE DROIT INTERNATIONAL ET GARANTIR L'IMPUTABILITÉ DES VIOLATIONS DES DROITS

- Les États doivent assumer leur responsabilité et mettre fin aux crises prolongées, mais les pays donateurs, les principales agences onusiennes et les organismes régionaux doivent également enrayer les conflits et leurs conséquences.
- Face aux violations généralisées du droit à l'alimentation et du refus d'accès humanitaire, l'ONU et ses États membres doivent renforcer le droit international humanitaire et poursuivre et sanctionner ceux qui utilisent la famine comme arme de guerre.

5 CHANGER FONDAMENTALEMENT NOS SYSTÈMES ALIMENTAIRES

- Les gouvernements doivent assurer un suivi actif du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires en résolvant les problèmes structurels inhérents (inégalités, défaillances du marché, risques sanitaires et menaces environnementales et climatiques). Les actions doivent placer les personnes vulnérables au centre des politiques alimentaires et s'appuyer sur les ODD, les accords de Paris sur le climat et les traités relatifs aux droits de l'homme.
- La gouvernance alimentaire doit être ancrée dans les droits de l'homme et la participation de la société civile et des communautés.
- Les gouvernements doivent profiter de la COP 26 et du Sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance en 2021 pour renforcer leurs engagements à atteindre l'objectif Faim Zéro en investissant dans la nutrition et la résilience dans les contextes fragiles et touchés par les conflits.

Deutsche Welthungerhilfe e.V.

Friedrich-Ebert-Straße 1
53173 Bonn, Allemagne
Tel. +49 228-2288-0
Fax +49 228-2288-333
www.welthungerhilfe.de
Membre de l'Alliance2015

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Irlande
Tel. +353 1-417-7700
Fax +353 1-475-7362
www.concern.net
Membre de l'Alliance2015

Auteurs :

Welthungerhilfe : Miriam Wiemers (Conseillère politique), Tabea Schiffer (Politiques et relations extérieures), Asja Hanano (Responsable politiques et relations extérieures); **Concern Worldwide**: Olive Towe (Conseillère politique sénior), Réiseal Ní Chéilleachair (Responsable plaidoyer international), Connell Foley (Directeur stratégie, plaidoyer et learning); **Consultants indépendants**: Klaus von Grebmer, Jill Bernstein, Heidi Fritschel, Kierstin Ekstrom; **Université de Towson** : Seth Gitter; **Auteurs invités** : Caroline Delgado (chercheuse sénior et directrice de programme alimentation et sécurité, Stockholm International Peace Research Institute), Dan Smith (Directeur, Stockholm International Peace Research Institute).

Une publication évaluée par les pairs.

Les frontières et les noms indiqués et les désignations utilisées sur les cartes du présent document n'impliquent pas une approbation ou une acceptation officielle par Welthungerhilfe ou Concern Worldwide. Crédit photo : Agence Anadolu via AFP / Muhammed Said, 2021.

Cette publication est disponible sous licence internationale Creative Commons Attribution 4.0 (CC BY-NC-ND 4.0), <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>.